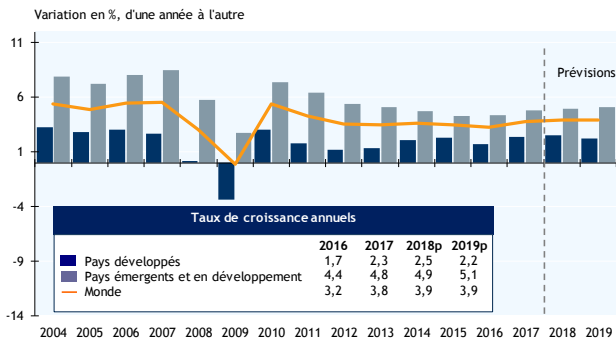


PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Juin 2018

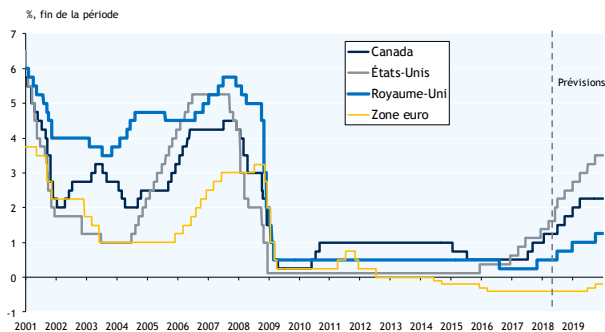
L'ÉCONOMIE MONDIALE RESTE SUR UNE BONNE TRAJECTOIRE, MAIS DES FISSURES APPARAISSENT

Croissance du PIB des pays développés et des pays émergents



Source: Fonds monétaire international, Recherche économique RBC

Les taux directeurs internationaux



Source : Banque d'Angleterre, Banque centrale européenne, Réserve fédérale, Banque du Canada, Recherche économique RBC

Des menaces pour la dynamique harmonieuse de la croissance économique mondiale sont apparues au milieu de 2018. L'imposition agressive de droits de douane par les États-Unis, le maelström politique italien et le regain d'inquiétude quant à la dette des marchés émergents viennent en tête des risques qui pèsent sur les perspectives économiques mondiales. Les chiffres économiques du début de l'année ont généralement surpris par leur baisse, bien que cela ait plus été le reflet de facteurs transitoires que d'une inversion de la dynamique économique mondiale. Nous continuons de miser sur une croissance de l'économie mondiale de 3,9 % en 2018, soutenue par des conditions financières toujours accommodantes.

L'intensification du débat sur les mesures protectionnistes n'a pas empêché les échanges commerciaux d'enregistrer à nouveau un très bon premier trimestre. Ce gain trimestriel masque toutefois un ralentissement en mars ; les échanges pourraient à l'avenir se poursuivre à ce rythme réduit après la prochaine vague de droits de douane. Les investissements des entreprises tendent à augmenter, et la confiance élevée de ces dernières, alliée à une capacité excédentaire limitée, donne à penser qu'elles continueront de dépenser et d'embaucher. La forte demande de main-d'œuvre dans des pays qui connaissent déjà presque le plein emploi a déclenché une accélération des hausses de salaire, qui devrait soutenir la consommation et les marchés du logement, même sur fond d'augmentation progressive des taux d'intérêt.

Les banques centrales guettent les conditions favorables pour réduire l'ampleur de leurs politiques de stimulation. Le cycle soutenu de forte croissance a en grande partie éliminé la capacité excédentaire, ce qui est propice à une remontée de l'inflation au niveau ou au-delà des cibles des banques centrales. La zone euro semble prête à se joindre au groupe ; on s'attend en effet à voir la Banque centrale européenne (BCE) s'engager dans le processus de longue haleine de normalisation de sa politique au cours des mois à venir.

Nous pensons, pour autant que l'économie mondiale reste sur sa trajectoire actuelle de croissance, que les banques centrales canadienne, américaine et britannique relèveront leurs taux d'intérêt cette année et que la BCE est prête à réduire progressivement ses achats d'actifs. Cela dit, nous suivons attentivement une liste longue et croissante de facteurs de risque susceptibles de donner un coup de frein à l'élan actuel et de pousser les taux d'intérêt à la hausse à l'avenir.

**Craig Wright**

Économiste en chef | 416-974-7457 | craig.wright@rbc.com

**Dawn Desjardins**

Économiste en chef déléguée | 416-974-6919 | dawn.desjardins@rbc.com

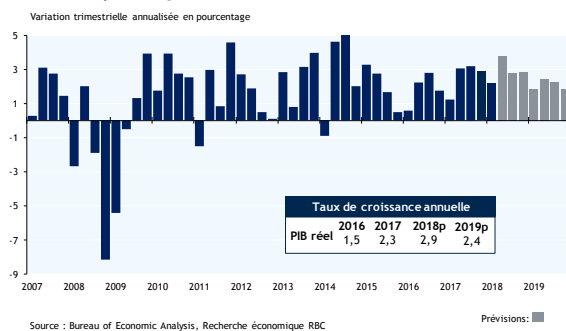
**Paul Ferley**

Économiste en chef adjoint | 416-974-7231 | paul.ferley@rbc.com

**Nathan Janzen**

Économiste principal | 416-974-0579 | nathan.janzen@rbc.com

### PIB réel : États-Unis



## La croissance américaine devrait être supérieure à celle de 2017

L'économie américaine a entamé 2018 sur des bases légèrement fragilisées, même si les rapports initiaux du deuxième trimestre montrent un net rebond de la consommation. RBC prévoit que la croissance moyenne du PIB s'établira à 2,9 % en 2018, comparativement à une progression de 2,3 % en 2017. Sur ce chiffre, 1,1 points de pourcentage découlera d'une hausse des dépenses publiques de 100 milliards de dollars et des investissements importants des entreprises qui tireront profit de la réforme fiscale. Nous sommes d'avis que la baisse du taux d'imposition des sociétés et les modifications apportées aux règles de dotation aux amortissements se traduiront par un bond de 7 % des investissements des entreprises.

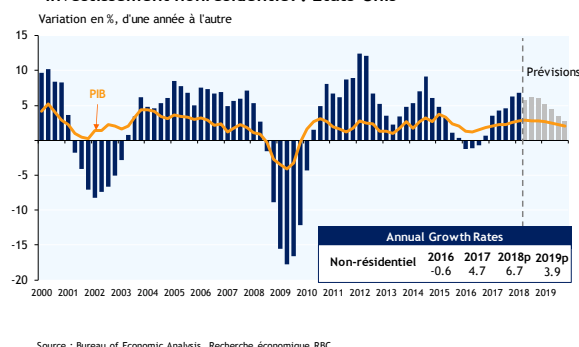
Même si le plein emploi règne apparemment sur le marché du travail, les créations d'emploi se poursuivent à un rythme de plus de 200 000 chaque mois, ce qui commence à engendrer des contraintes pour les entreprises désireuses d'embaucher dans ce marché du travail très tendu. Le taux de chômage a chuté à 3,8 % en mai, soit son niveau le plus bas depuis 1969, tandis que le taux de croissance des salaires sur six mois est tout juste inférieur à 3 %. La conjonction de la croissance de l'emploi et des hausses salariales a entraîné une hausse de 3,8 % des revenus au début de 2018, ce qui soutiendra la consommation et la poursuite de la reprise dans le secteur du logement.

Les investissements des entreprises américaines tendent à augmenter, ce qui était déjà le cas avant la réforme fiscale énergétique décidée par le gouvernement, alors qu'un certain nombre d'entreprises avaient déjà atteint les limites de leur capacité. Au premier trimestre de 2018, les entreprises américaines ont accru leurs investissements pour un troisième trimestre d'affilée, avec pour effet de reconstituer un capital-actions qui avait fondu durant la grande récession. L'aide supplémentaire procurée par les réductions d'impôt devrait leur permettre de poursuivre ces dépenses en capital tout au long de 2018.

La décision américaine d'imposer des droits de douane à ses alliés les plus proches fait peser un risque sur cette hausse prévisible des investissements des entreprises. Ces droits de douane ne causent pas uniquement un renchérissement du coût des intrants, qui se répercutera sur les prix à la consommation, mais ils accroissent aussi le niveau d'incertitude concernant la demande future et attisent la crainte de les voir étendus à d'autres marchandises.

Ces droits de douane font aussi peser un risque sur la croissance des exportations et des importations, car les pays partenaires répliqueront avec leurs propres barrières tarifaires. D'après nos calculs, les droits de douane instaurés à ce jour n'auront pas d'incidence notable sur l'inflation aux États-Unis, étant donné les récentes augmentations du taux d'inflation de base et l'augmentation naturelle des prix à mesure que la demande devient excédentaire dans l'économie. La hausse de l'inflation et la baisse du taux de chômage inciteront la Réserve fédérale (Fed) à garder le cap sur une réduction progressive de sa politique monétaire de stimulation. Nous prédisons que la Fed augmentera le taux cible des fonds fédéraux de 25 points de base chaque trimestre de 2018 et de 2019 et fera évoluer sa politique monétaire vers une position moyennement restrictive d'ici la fin de l'an prochain. Cela dit, on ne peut écarter le risque que la mise en œuvre de mesures fiscales de

### Investissement nonrésidentiel : États-Unis



### Taux d'intérêt : États-Unis



stimulation à ce stade accentue les pressions haussières sur les prix et pousse la Fed à adopter une stratégie de resserrement plus énergique que dans notre projection de base.

### La croissance pourrait accélérer au Canada durant le reste de l'année

Le rythme de croissance de l'économie canadienne a ralenti au second semestre de 2017, mais demeure très convenable, avec une progression moyenne de 1,6 % sur les trois derniers trimestres, à peine en dessous du taux de croissance annualisé potentiel de l'économie. Des chiffres plus récents suggèrent un regain de vigueur de la croissance, les exportations nettes semblant avoir cessé d'être un frein pour l'économie pour la soutenir à nouveau. Un autre élément encourageant est la nette intensification des investissements des entreprises au premier trimestre, qui a compensé à point nommé la baisse d'activité enregistrée pendant la même période sur le marché du logement.

Nous pensons fondamentalement que l'expansion de l'économie canadienne se poursuivra à un rythme modéré au cours des trimestres restants de 2018. Les conditions financières restent accommodantes, et le marché de l'emploi est en bonne santé. Les augmentations salariales s'accroissent et contribueront à atténuer l'incidence qu'auront les hausses de taux d'intérêt sur les coûts de remboursement de la dette des ménages. Ce sont les investissements publics qui soutiendront le plus l'économie cette année. Pour la première fois depuis des années, le maillon faible sera le secteur du logement, en raison du resserrement des critères d'admissibilité des ménages à un prêt et de la hausse des taux d'intérêt. Le battage autour du protectionnisme américain et l'absence de progrès dans la refonte de l'ALENA ont accru les risques pesant sur les perspectives économiques.

### Des droits de douane... Quoi ?

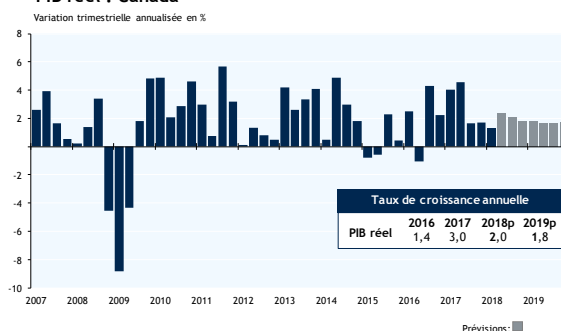
La décision de l'administration Trump d'allonger la liste des produits canadiens visés par des droits de douane et la décision du Canada de répliquer ont mis de l'huile sur le feu dans des relations commerciales déjà tendues. La lenteur des négociations sur l'ALENA représentait déjà un risque pour les perspectives d'investissement des entreprises canadiennes. Heureusement, les sociétés canadiennes ont su ne pas s'arrêter à ces tensions et se concentrer sur la forte demande intérieure et la vigueur du commerce mondial. Dès lors, après deux ans de net recul, leurs investissements en immobilisations ont augmenté en 2017 et entamé 2018 sur une croissance de 10,9 % en taux annualisé.

Les conditions sont réunies, au Canada, pour que les investissements des entreprises continuent d'augmenter en 2018 et que la capacité soit fortement utilisée dans nombre de secteurs d'activité. Les plans d'investissement des sociétés à capital fermé que nous suivons indiquent que leurs dépenses en capital augmenteront légèrement en 2018. Les perspectives pour 2019 sont plus incertaines avec une hausse encore plus faible étant prévue.

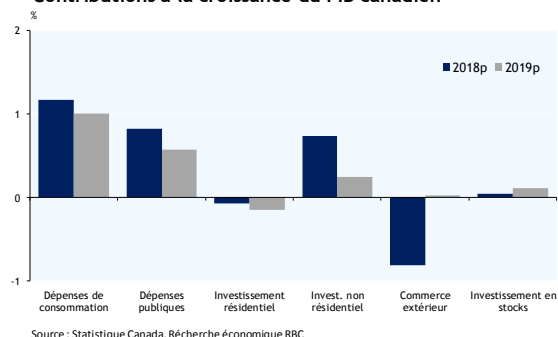
### Le marché du logement reste viable malgré le ralentissement

L'activité des ventes de maisons a chuté au cours des quatre premiers mois de 2018, lorsqu'une nouvelle série d'exigences de « simulation de

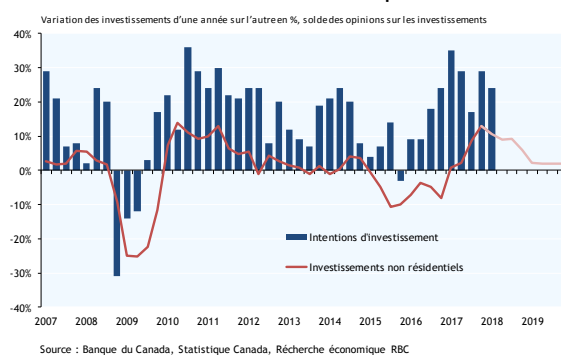
#### PIB réel : Canada



#### Contributions à la croissance du PIB canadien

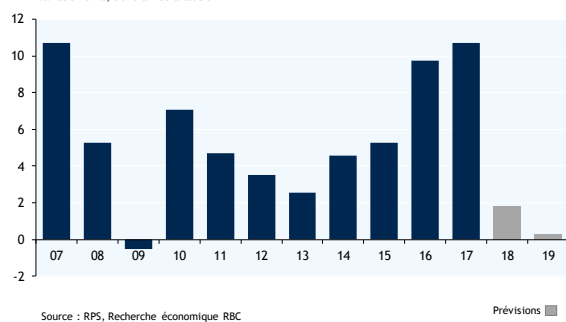


#### Intentions d'investissements des entreprises : Canada



### Prix des maisons : Canada

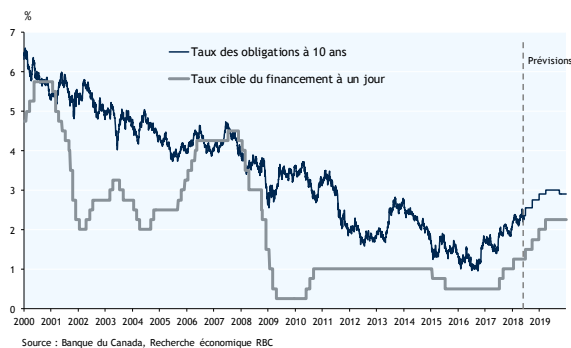
Variation en %, d'une année à l'autre



crise » pour les prêts hypothécaires est venue nuire aux ventes. Cette baisse brutale s'est accompagnée d'un recul des nouvelles mises en vente, ce qui signifie que l'offre et la demande sur le marché canadien du logement sont désormais beaucoup plus équilibrées que précédemment. Nous pensons que le marché s'adaptera au nouveau cadre réglementaire au fil des mois et que les ventes reprendront quelque peu d'ici la fin de 2018.

En fin de compte, 2018 aura été une année en demi-teinte pour le marché du logement, du fait du resserrement de la réglementation nationale sur les prêts hypothécaires et des mesures annoncées par la Colombie-Britannique dans son budget 2018. La hausse des taux d'intérêt aura aussi pour effet de réduire l'activité sur le marché. Nombre de marchés régionaux du logement étant revenus à un certain équilibre, la hausse des prix devrait logiquement ralentir, après deux ans de forte augmentation. Nous prévoyons une baisse d'activité de 4,3 % dans la revente en 2018, ainsi qu'une progression des prix de 1,8 %, après des hausses moyennes de 10,2 % en 2016-2017.

### Taux d'intérêt : Canada

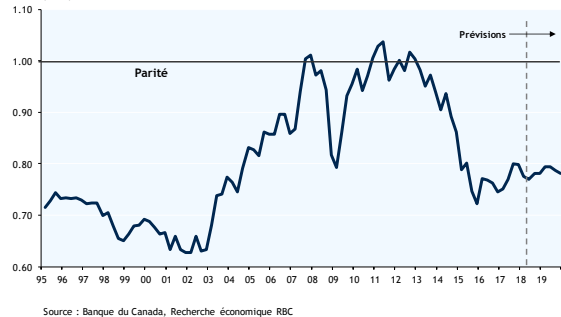


La consommation devrait aussi se tasser par rapport à son rythme effréné de 2017. La conjugaison d'une croissance ferme des revenus et d'une augmentation de la valeur des actifs devrait entretenir la consommation. Cependant, en raison de la part croissante des revenus des ménages consacrée au remboursement des crédits, le rythme de croissance de la consommation devrait s'établir à 2 % en moyenne cette année, ce qui représente le rythme le plus bas depuis 2012.

La décélération de la croissance économique au cours des derniers trimestres n'empêche toutefois pas l'économie de tourner presque à plein régime. L'écart de production, qui était de près de 2 % il y a deux ans, a disparu. Cela signifie que, si l'économie enregistre une progression de 2 % comme nous le prévoyons cette année, nous entrerons dans une période où la demande sera supérieure à l'offre et que nous verrons les pressions à la hausse sur les prix s'intensifier. L'inflation sous-jacente s'établit actuellement, selon les chiffres de la Banque du Canada, autour de 2 %, et la hausse des prix de l'énergie tirera le taux publié près de 3 % au milieu de l'année.

### Prévisions du dollar canadien

\$ US/\$ CA



La Banque du Canada semble afficher une confiance renouvelée à l'égard des perspectives économiques et a admis qu'elle devra relever les taux d'intérêt si elle veut durablement contenir l'inflation autour de sa cible de 2 %. Nous évaluons que le taux de financement à un jour augmentera probablement de 50 pb au second semestre de 2018 et à nouveau de 50 pb au premier semestre de 2019. Nous nous attendons à ce que la banque centrale marque un temps d'arrêt lorsque le taux aura atteint 2,25 %, afin d'évaluer la capacité des ménages de faire face à leurs engagements dans ce contexte de taux plus élevés.

Le dollar canadien est soumis à des influences contradictoires comme le redressement des cours du pétrole et le creusement récent des écarts de taux d'intérêt à court terme par rapport aux États-Unis. Un changement dans la confiance quant aux perspectives pour le commerce américano-canadien a influé sur le sens de l'évolution des monnaies. Nous pensons que le dollar canadien restera dans sa fourchette de cours récente, dans la mesure où les cours du pétrole se stabiliseront autour des prix actuels et où l'écart entre les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains devrait peu fluctuer.



Jusqu'ici, les répercussions de la ribambelle de droits de douane américains sur les produits canadiens ont été limitées. Nous nous attendons à ce que les effets directs de la dernière vague soient également limités, dans la mesure où la production totale d'acier et d'aluminium ne représente qu'environ 0,5 % du PIB et des emplois canadiens. D'après nos calculs, les droits de douane ne toucheront qu'environ la moitié de l'acier et les trois quarts de l'aluminium exportés par le Canada – soit environ 3 % du total des exportations canadiennes. Le Canada, de même que le Mexique et l'Europe, a réagi par des mesures de rétorsion et compte imposer des droits de douane sur 16,6 milliards de dollars de produits provenant des États-Unis – ce qui équivaut à la valeur des exportations canadiennes touchées par des barrières tarifaires américaines en 2017. S'il est vrai que les importateurs canadiens paieront plus cher, il reste que tout cela ne représente qu'environ 2 % des importations annuelles du Canada ; de ce fait, l'incidence sur les prix à la consommation en général sera beaucoup plus modeste.

Le plus inquiétant pour l'économie est le risque que le secteur de la métallurgie ne soit pas le dernier à subir ces droits de douane. Dans le cas présent, les États-Unis justifient les barrières tarifaires par des motifs de sécurité nationale – un argument discutable étant donné que le Canada, le Mexique et l'Europe sont tous des alliés des États-Unis. Ces derniers lient aussi expressément la hausse des droits de douane imposés au Mexique et au Canada à l'échec des discussions visant à trouver un accord sur l'ALENA avant la fin mai. La légèreté de l'argument employé pour justifier cette dernière décision permet de redouter que d'autres secteurs d'activité subissent un sort comparable, ce qui crée un climat d'incertitude pour toutes les entreprises faisant affaire à l'international.



## Détail des prévisions économiques – Canada

### Croissance réelle de l'économie

Pourcentage de variation d'une période à l'autre à moins d'indications contraires

	Réel					Prévisions									Réel			
	2017					2018			2019			variation annuelle en %						
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2016	2017	2018	2019		
Dépenses de consommation	4,0	4,3	3,1	2,2	1,1	2,0	1,9	1,9	1,7	1,7	1,6	1,7	2,4	3,5	2,1	1,8		
Biens durables	12,2	7,2	-0,6	2,1	0,2	1,9	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	4,5	6,5	1,5	1,6		
Bien semi durables	2,8	6,0	2,3	-0,7	0,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,6	1,8	1,8	2,2	3,3	1,2	1,8		
Bien non durables	2,1	5,6	0,4	3,5	-0,3	1,9	1,7	1,9	1,8	1,7	1,7	1,8	1,7	2,6	1,6	1,7		
Services	3,0	2,8	5,2	2,0	2,1	2,1	2,0	2,0	1,8	1,8	1,7	1,8	2,2	3,2	2,5	1,8		
Consommation des ISBLSM	-4,8	0,0	3,4	-1,1	3,7	2,0	1,9	1,9	1,7	1,7	1,6	1,7	-0,5	-1,1	1,9	1,8		
Dépenses publiques	4,8	0,8	3,5	3,8	2,7	2,5	2,5	2,5	2,0	2,0	2,0	2,0	2,2	2,3	2,8	2,2		
L'investissement fixe des administrations publiques	-4,2	-1,1	11,6	8,4	6,4	3,5	3,5	3,5	2,8	2,0	2,0	2,0	5,1	3,8	5,8	2,8		
Investissement résidentiel	7,1	-1,3	-0,1	13,5	-7,2	-2,7	-4,8	-3,7	-2,1	-0,5	0,3	1,2	3,3	2,9	-1,0	-2,0		
Investissement des entreprises	14,3	7,5	5,9	8,0	10,9	2,8	2,3	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	-9,4	2,8	6,3	2,1		
Structures non résidentielles	5,9	6,7	8,9	4,0	6,3	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	-11,5	0,7	4,8	2,1		
Machines et matériel	28,5	8,7	1,6	14,5	18,1	2,8	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-6,0	6,0	8,6	2,0		
Propriété intellectuelle	11,9	6,8	9,2	3,0	13,8	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-6,4	1,2	6,2	2,0		
Demande intérieure finale	4,9	3,2	3,6	4,1	2,1	1,9	1,6	1,7	1,6	1,6	1,7	1,8	1,1	3,0	2,6	1,7		
Exportations	2,6	6,4	-9,9	3,9	1,7	10,0	2,0	2,0	3,3	1,7	1,8	2,0	1,0	1,1	2,4	2,7		
Importations	14,9	4,1	1,3	7,7	4,9	5,0	3,5	2,8	2,5	1,0	1,7	2,1	-1,0	3,6	4,6	2,4		
Stocks (var. en G \$)	8,9	12,8	18,3	15,8	15,3	10,8	15,5	17,5	17,5	16,6	16,6	16,6	1,0	13,9	14,8	16,8		
<b>Produit intérieur brut réel</b>	<b>4,0</b>	<b>4,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>		

### Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	2,2	2,6	1,1	1,1	-0,2	0,1	0,8	0,9	1,4	1,2	1,0	1,0	0,6	1,8	0,4	1,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	25,7	35,4	14,5	7,9	1,0	4,8	5,3	4,0	3,9	2,3	2,5	1,4	-1,9	19,9	3,7	2,5
Taux de chômage (%)*	6,6	6,5	6,2	6,0	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	7,0	6,3	5,8	5,8
Inflation																
IPC global (a/a%)	1,9	1,3	1,4	1,8	2,1	2,6	2,8	2,5	2,2	2,2	2,1	2,1	1,4	1,6	2,5	2,1
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	2,0	1,4	1,4	1,6	1,8	1,9	2,1	2,3	2,1	2,4	2,3	2,2	1,9	1,6	2,0	2,3
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-55,9	-59,6	-71,7	-65,9	-78,0	-70,1	-74,2	-74,8	-72,4	-69,9	-68,4	-67,5	-65,4	-63,3	-74,3	-69,5
Pourcentage du PIB	-2,6	-2,8	-3,3	-3,0	-3,6	-3,1	-3,3	-3,3	-3,1	-3,0	-2,9	-2,9	-3,2	-2,9	-3,3	-3,1
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	222	207	223	229	223	213	207	197	195	192	190	190	198	220	210	192
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	2,07	2,10	2,08	2,05	2,12	2,00	1,98	1,97	1,94	1,93	1,92	1,92	1,98	2,08	2,02	1,93

\*Moyenne de la période



## Détail des prévisions économiques – États-Unis

### Croissance réelle de l'économie

Pourcentage de variation d'une période à l'autre à moins d'indications contraires

	Réal					Prévisions								Réal				Prévisions			
	2017					2018				2019				variation annuelle en %							
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2016	2017	2018	2019					
Dépenses de consommation	1,9	3,3	2,2	4,0	1,0	3,5	3,2	2,7	1,7	2,3	2,3	1,8	2,7	2,8	2,7	2,4					
Bien durables	-0,1	7,6	8,6	13,7	-2,6	7,2	4,5	2,8	2,2	2,3	2,2	1,6	5,5	6,7	5,4	2,9					
Bien non durables	1,1	4,2	2,3	4,8	0,4	3,3	4,5	3,5	1,9	2,5	2,4	1,8	2,8	2,4	3,0	2,8					
Services	2,5	2,3	1,1	2,3	1,8	2,9	2,6	2,5	1,6	2,3	2,3	1,8	2,3	2,2	2,2	2,2					
Dépenses publiques	-0,6	-0,2	0,7	3,0	1,1	0,6	2,4	2,7	2,4	2,4	2,4	2,4	0,8	0,1	1,5	2,3					
Investissement résidentiel	11,1	-7,3	-4,7	12,8	-2,0	1,0	3,8	3,4	1,8	0,9	1,9	1,2	5,5	1,8	1,5	2,1					
Investissement des entreprises	7,1	6,7	4,7	6,8	9,2	5,0	6,5	5,7	2,8	2,8	2,6	2,6	-0,6	4,7	6,7	3,9					
Structures non résidentielles	14,8	7,0	-7,0	6,3	14,3	4,0	6,5	5,2	4,0	4,0	2,0	2,0	-4,1	5,6	6,0	4,1					
Machines et matériel	4,4	8,8	10,8	11,5	5,5	5,3	7,2	6,5	3,5	3,5	0,7	0,1	-3,4	4,8	7,7	4,0					
Propriété intellectuelle	5,8	3,7	5,2	0,9	10,9	5,3	5,2	5,0	4,8	3,6	2,6	2,6	6,3	3,9	5,7	4,3					
Demande intérieure finale	2,4	2,7	1,9	4,5	1,9	3,1	3,5	3,1	2,1	2,5	2,2	1,8	2,1	2,5	2,9	2,6					
Exportations	7,3	3,5	2,1	7,0	4,2	7,5	2,0	2,5	3,0	2,8	2,8	2,8	-0,3	3,4	4,6	3,0					
Importations	4,3	1,5	-0,7	14,1	2,8	1,5	7,4	6,0	5,4	3,0	2,8	3,2	1,3	4,0	4,8	4,6					
Stocks (var. en G \$)	1,2	5,5	38,5	15,6	20,2	17,0	20,0	29,0	33,0	33,0	33,0	38,0	33,4	15,2	21,6	34,3					
<b>Produit intérieur brut réel</b>	<b>1,2</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	<b>2,2</b>	<b>3,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,4</b>					

### Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	1,1	1,4	1,5	0,9	1,3	1,4	1,0	1,5	1,4	1,2	1,2	1,0	0,1	1,2	1,3	1,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	3,3	6,4	5,4	2,7	4,3	5,5	2,2	3,0	3,9	3,0	2,6	2,4	-2,1	4,4	3,7	3,0
Taux de chômage (%)*	4,7	4,3	4,3	4,1	4,1	3,9	3,8	3,8	3,8	3,7	3,7	3,7	4,9	4,4	3,9	3,7
Inflation																
IPC global (a/a%)	2,5	1,9	2,0	2,1	2,2	2,7	2,6	2,2	1,8	1,9	2,0	2,2	1,3	2,1	2,4	2,0
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	2,2	1,8	1,7	1,8	1,9	2,2	2,3	2,3	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	1,8	2,2	2,2
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-451	-495	-406	-513	-528	-500	-539	-569	-593	-600	-605	-613	-452	-466	-534	-603
Pourcentage du PIB	-2,4	-2,6	-2,1	-2,6	-2,6	-2,5	-2,6	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,9	-2,4	-2,4	-2,6	-2,8
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	1231	1171	1172	1259	1320	1285	1300	1315	1315	1315	1325	1325	1177	1208	1305	1320
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	17,1	16,8	17,1	17,7	17,1	17,3	17,3	17,3	17,3	17,3	17,4	17,4	17,5	17,1	17,3	17,4

\*Moyenne de la période

## Détail des prévisions des marchés financiers

### Taux d'intérêt—Amérique du nord

Pourcentage, à la fin de période

	Réel					Prévisions								Réel		Prévisions	
	T1/17	T2/17	T3/17	T4/17	T1/18	T2/18	T3/18	T4/18	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	2016	2017	2018	2019	
<b>Canada</b>																	
Taux à un jour	0,50	0,50	1,00	1,00	1,25	1,50	1,75	2,00	2,25	2,25	2,25	2,25	0,50	1,00	2,00	2,25	
Bons du Trésor 3 mois	0,52	0,71	1,00	1,06	1,10	1,20	1,45	1,65	1,90	2,15	2,15	2,15	0,46	1,06	1,65	2,15	
Obligations Canada 2 ans	0,75	1,10	1,52	1,69	1,78	1,95	2,15	2,30	2,50	2,50	2,40	2,30	0,75	1,69	2,30	2,30	
Obligations Canada 5 ans	1,12	1,40	1,75	1,87	2,00	2,30	2,55	2,75	2,90	2,85	2,85	2,80	1,12	1,87	2,75	2,80	
Obligations Canada 10 ans	1,62	1,76	2,10	2,04	2,20	2,50	2,75	2,95	3,10	3,10	3,05	3,05	1,71	2,04	2,95	3,05	
Obligations Canada 30 ans	2,30	2,14	2,47	2,27	2,23	2,50	2,75	2,90	3,05	3,15	3,15	3,10	2,31	2,27	2,90	3,10	
Courbe de taux (2-10)	87	66	58	35	42	55	60	65	60	60	65	75	96	35	65	75	
<b>États-Unis</b>																	
Taux des fonds fédéraux	1,00	1,25	1,25	1,50	1,75	2,00	2,25	2,50	2,75	3,00	3,25	3,50	0,75	1,50	2,50	3,50	
Bons du Trésor 3 mois	0,76	1,03	1,06	1,39	1,73	1,90	2,15	2,35	2,65	2,90	3,15	3,35	0,51	1,39	2,35	3,35	
Obligations 2 ans	1,27	1,38	1,47	1,89	2,27	2,50	2,65	2,80	3,00	3,25	3,40	3,55	1,20	1,89	2,80	3,55	
Obligations 5 ans	1,93	1,89	1,92	2,20	2,56	2,80	2,95	3,10	3,25	3,45	3,55	3,65	1,93	2,20	3,10	3,65	
Obligations 10 ans	2,40	2,31	2,33	2,40	2,80	3,00	3,15	3,30	3,45	3,60	3,70	3,75	2,45	2,40	3,30	3,75	
Obligations 30 ans	3,02	2,84	2,86	2,74	2,97	3,35	3,50	3,60	3,70	3,75	3,80	3,85	3,06	2,74	3,60	3,85	
Courbe de taux (2-10)	113	93	86	51	53	50	50	50	45	35	30	20	125	51	50	20	
<b>Écarts de taux</b>																	
Bons du Trésor 3 mois	-0,24	-0,32	-0,06	-0,33	-0,63	-0,70	-0,70	-0,70	-0,75	-0,75	-1,00	-1,20	-0,05	-0,33	-0,70	-1,20	
2 ans	-0,52	-0,28	0,05	-0,20	-0,49	-0,55	-0,50	-0,50	-0,50	-0,75	-1,00	-1,25	-0,45	-0,20	-0,50	-1,25	
5 ans	-0,81	-0,49	-0,17	-0,33	-0,56	-0,50	-0,40	-0,35	-0,35	-0,60	-0,70	-0,85	-0,81	-0,33	-0,35	-0,85	
10 ans	-0,78	-0,55	-0,23	-0,36	-0,60	-0,50	-0,40	-0,35	-0,35	-0,50	-0,65	-0,70	-0,74	-0,36	-0,35	-0,70	
30 ans	-0,72	-0,70	-0,39	-0,47	-0,74	-0,85	-0,75	-0,70	-0,65	-0,60	-0,65	-0,75	-0,75	-0,47	-0,70	-0,75	

Nota : Les taux correspondent aux taux de fin de période.

### Taux d'intérêt—International

Pourcentage, à la fin de période

	Réel					Prévisions								Réel		Prévisions	
	T1/17	T2/17	T3/17	T4/17	T1/18	T2/18	T3/18	T4/18	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	2016	2017	2018	2019	
<b>Royaume-Uni</b>																	
Taux repo	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	1,00	1,00	1,00	1,25	0,25	0,50	0,75	1,25	
Obligations 2 ans	0,12	0,36	0,46	0,45	0,82	0,75	0,80	0,95	1,00	1,05	1,10	1,15	0,08	0,45	0,95	1,15	
Obligations 10 ans	1,14	1,26	1,38	1,19	1,34	1,50	1,60	1,75	2,00	2,10	2,20	2,30	1,24	1,19	1,75	2,30	
<b>Zone euro</b>																	
Taux de dépôt	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,30	-0,20	-0,40	-0,40	-0,40	-0,20	
Obligations 2 ans	-0,74	-0,57	-0,69	-0,63	-0,59	-0,65	-0,60	-0,50	-0,50	-0,50	-0,40	-0,30	-0,78	-0,63	-0,50	-0,30	
Obligations 10 ans	0,33	0,47	0,47	0,43	0,50	0,65	0,70	0,80	1,00	1,05	1,25	1,25	0,21	0,43	0,80	1,25	
<b>Australie</b>																	
Taux à un jour	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	2,00	2,00	2,00	1,50	1,50	1,50	2,00	
Obligations 2 ans	1,76	1,78	1,94	2,00	2,00	2,10	2,25	2,40	2,50	2,60	2,60	2,60	1,86	2,00	2,40	2,60	
Obligations 10 ans	2,70	2,60	2,84	2,63	2,60	2,75	3,05	3,30	3,70	4,10	4,10	4,05	2,76	2,63	3,30	4,05	



## Détail des prévisions des marchés financiers

### Perspectives de croissance

Variation en pourcentage, d'une trimestre à l'autre

	17T1	17T2	17T3	17T4	18T1	18T2	18T3	18T4	19T1	19T2	19T3	19T4	2016	2017	2018P	2019P
Canada*	4,0	4,6	1,7	1,7	1,3	2,4	2,1	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,4	3,0	2,0	1,8
États-Unis*	1,2	3,1	3,2	2,9	2,2	3,8	2,8	2,8	1,8	2,4	2,2	1,8	1,5	2,3	2,9	2,4
Royaumi-Uni	0,3	0,2	0,5	0,4	0,1	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	1,9	1,8	1,3	1,4
Zone euro	0,6	0,7	0,7	0,7	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	1,8	2,5	2,2	1,9
Australie	0,3	1,0	0,5	0,5	1,0	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	2,6	2,2	2,7	2,8
Nouvelle-Zélande	0,7	0,9	0,6	0,6	1,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	4,0	2,9	3,4	2,9

\*Taux désaisonnalisé et annualisé.

### Perspectives d'inflation

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

	17T1	17T2	17T3	17T4	18T1	18T2	18T3	18T4	19T1	19T2	19T3	19T4	2016	2017	2018P	2019P
Canada	1,9	1,3	1,4	1,8	2,1	2,6	2,8	2,5	2,2	2,2	2,1	2,1	1,4	1,6	2,5	2,1
États-Unis	2,5	1,9	2,0	2,1	2,2	2,7	2,6	2,2	1,8	1,9	2,0	2,2	1,3	2,1	2,4	2,0
Royaume-Uni	2,2	2,8	2,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,5	2,3	2,2	2,2	2,0	0,6	2,7	2,6	2,2
Zone euro	1,8	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	0,2	1,5	1,4	1,5
Australie	2,1	1,9	1,8	1,9	1,9	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	2,6	2,7	1,3	1,9	2,1	2,5
Nouvelle-Zélande	2,1	1,7	1,9	1,6	1,1	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	0,6	1,9	2,0	2,0

### Taux de change

Pourcentage, à la fin de période

	Réel					Prévisions								Réel		Prévisions	
	T1/17	T2/17	T3/17	T4/17	T1/18	T2/18	T3/18	T4/18	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	2016	2017	2018	2019	
AUD/USD	0,76	0,77	0,78	0,78	0,77	0,76	0,75	0,73	0,73	0,73	0,73	0,73	0,72	0,78	0,73	0,73	
USD/CAD	1,33	1,30	1,25	1,26	1,29	1,30	1,28	1,28	1,26	1,26	1,27	1,28	1,34	1,26	1,28	1,28	
EUR/USD	1,07	1,14	1,18	1,20	1,23	1,20	1,16	1,18	1,20	1,22	1,24	1,26	1,05	1,20	1,18	1,26	
USD/JPY	111,4	112,4	112,5	112,7	106,3	107,0	109,0	111,0	113,0	115,0	118,0	120,0	117,0	112,7	111,0	120,0	
NZD/USD	0,70	0,73	0,72	0,71	0,72	0,71	0,73	0,71	0,69	0,69	0,69	0,69	0,69	0,71	0,71	0,69	
USD/CHF	1,00	0,96	0,97	0,97	0,95	0,98	1,03	1,03	1,03	1,02	1,01	1,00	1,02	0,97	1,03	1,00	
GBP/USD	1,26	1,30	1,34	1,35	1,40	1,35	1,27	1,27	1,29	1,31	1,33	1,35	1,24	1,35	1,27	1,35	

Nota : Les taux sont exprimés en unités monétaires par USD, sauf l'euro, la livre sterling, le dollar australien et néo-zélandais, qui sont exprimés en USD par unité monétaire.